



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

## D'ABIDJAN

N° 445 – 13 mai 2022

### ❖ Régional

#### Validation de la stratégie régionale climat de la CEDEAO

Le 29 avril 2022, les 15 Ministres chargés de l'Environnement des Etats membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) [ont validé](#) la stratégie régionale climat de l'institution. L'objectif général de cette stratégie est de soutenir les Etats membres à relever le défi de la lutte contre les changements climatiques, en particulier pour le respect de leurs engagements pris au titre de l'Accord de Paris. Elle vise en outre à atténuer certains risques parmi lesquels : (i) la réduction globale du rendement moyen des produits de base (mil, sorgho, maïs, riz) ; (ii) la réduction des ressources en eau ; (iii) l'érosion accélérée des côtes ou encore (iv) la diminution des ressources halieutiques. A cet effet, [la stratégie régionale climat](#), fruit d'un processus collaboratif, contient des objectifs sectoriels d'adaptation et de contribution au changement climatique par secteur (transport, agriculture, énergie, usage des sols, eau, santé) fixés à horizon 2030.

#### La BOAD et le GGGI s'engagent à coopérer en faveur de la finance climat en Afrique de l'ouest

En marge de la COP15, le 10 mai 2022, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et le Global Green Growth Institute (GGGI) [ont signé](#) un mémorandum d'entente qui devrait faciliter

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 9,3%

Le taux d'exécution des dépenses d'investissement du Mali au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 par rapport à la prévision annuelle.

la coopération, la compréhension et la collaboration entre les parties pour la réalisation de leurs objectifs concernant l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Les objectifs spécifiques de ce mémorandum sont, entre autres : (i) la formulation conjointe de projets et programmes climat à travers le développement de notes conceptuelles, demandes de fonds préparatoires des projets et proposition de financement complète, (ii) la mobilisation de la finance climat à travers des mécanismes financiers des Nations Unies tels que le Fonds pour l'adaptation (FA), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ou encore le Fonds vert pour le climat (FVC).

### ❖ Bénin

#### Lancement officiel du projet d'accès durable à l'énergie électrique

Le 26 avril 2022, le Ministre de l'Énergie [a procédé](#) au lancement officiel du Projet d'accès durable et sécurisé du Bénin à l'énergie électrique (PADSBEE). D'un montant de 200 Mds

FCFA (304,9 M EUR) et d'une durée de 3 ans, ce projet, confié au groupe Vinci Energies, vise à développer l'accès durable à l'électricité de qualité pour les usages domestiques, commerciaux et industriels dans le respect des normes de sécurité environnementales et sociales. Il cible un taux d'accès national à l'électricité de 75% à l'horizon 2025, dont 50% en milieu rural et 90% en milieu urbain. En outre, il devrait contribuer à créer près de 900 emplois et à la formation de près de 300 jeunes techniciens.

### Inflation à +1% en avril 2022 en g.a.

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSTAD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +1% en glissement annuel (g.a.) en avril 2022, contre +2% en g.a. le mois précédent. Ce relatif faible niveau d'inflation se justifie par la baisse des prix produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,1% en g.a.), en lien avec celle des légumes frais en feuille (-9,8% en g.a.) et des céréales non transformées (-2,2% en g.a.). A l'inverse, le poste des transports (+5,1% en g.a.) et celui des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (+4,1% en g.a.) enregistrent les plus fortes hausses. Selon le FMI, le taux d'inflation annuel moyen devrait s'établir à 4,6% pour 2022.

## 🇸🇵 Burkina Faso

### Inflation à +15,1% en avril 2022 en g.a.

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +15,1% en glissement annuel (g.a.) en avril 2022, contre +13,5% en g.a. le mois précédent. Cet important niveau d'inflation se justifie par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+25,7% en g.a.), en lien notamment avec les prix des produits frais (+37,6%), mais également par celle des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (+23,4% en g.a.). Toutefois, la plupart des autres postes enregistrent une quasi-stabilité des prix par rapport au mois d'avril 2021.

### Hausse des prix du gaz et du carburant

Lors du Conseil des ministres du 11 mai 2022, le gouvernement [a autorisé](#) l'augmentation des prix des hydrocarbures au Burkina Faso à hauteur de 100 FCFA (0,15 EUR), avec une entrée en vigueur le 12 mai 2022. Le [prix à la pompe](#) à Ouagadougou du Super passe ainsi à 715 FCFA (1,09 EUR) le litre et le gasoil à 645 FCFA (0,98 EUR). Le prix du [gaz butane](#) est maintenu à 2 000 FCFA (3,05 EUR) pour les 6 kg et à 5 500 FCFA (7,62 EUR) pour les 12,5kg dans la capitale. Les autorités entendent ainsi lutter contre "les exportations transfrontalières frauduleuses" en raison du prix subventionné bon marché du carburant dans le pays par rapport à ses voisins.

### Bilan d'exécution du budget de l'Etat pour l'exercice 2021

Le Conseil des ministres du 11 mai 2022 [a adopté](#) un rapport relatif à la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, au 31 décembre 2021. Ainsi, le niveau global de mobilisation des ressources du budget général de l'Etat à fin décembre 2021 s'établit à 2 250,8 Mds FCFA (3,4 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 103,2% correspondant à une hausse de 9,5% par rapport à 2020. Le niveau d'exécution global des dépenses s'est établi à 2 589 Mds FCFA (3,9 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 96,9%. Il ressort un accroissement du niveau d'exécution des dépenses de 6,8% en 2021 par rapport à 2020.

## 🇸🇵 Cap-Vert

### Le Cabo Verde Investment Forum prévu les 16 et 17 juin prochain sur l'île de Sal

Le prochain Forum de l'investissement du Cap-Vert [se tiendra](#) sur l'île de Sal les 16 et 17 juin 2022. Organisé par Cape Verde Trade Invest, l'organisme de promotion des investissements au Cap-Vert, il aura pour objectif de faire se rencontrer promoteurs de projets, bailleurs de fonds et investisseurs afin de renforcer les investissements privés dans l'économie cap-

verdienne. Les secteurs de l'économie numérique, de l'économie bleue, des énergies renouvelables, du transport maritime et aérien, des services financiers et de l'agro-industrie, ainsi que du tourisme seront principalement mis en lumière lors de cet événement.

### Les investissements de la diaspora ont représenté 25% du PIB en 2021

Selon le Ministre des communautés, les contributions économiques et financières directes et indirectes de la diaspora représentent plus de 25% du PIB, dépassant l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger. En 2021, les envois de fonds [ont représenté](#) 25,8 Mds CVE (230 M EUR), soit 16% du PIB et en augmentation de 22% par rapport à 2020. Aussi, l'investissement direct de la diaspora a atteint 4 Mds CVE (36,3 M EUR) en 2021.

## 🇨🇮 Côte d'Ivoire

### COP 15 : lancement de l'initiative d'Abidjan

Au cours du sommet des **Chefs d'État et de gouvernement marquant l'ouverture officielle** de la 15e Conférence des parties sur la Désertification et la sécheresse (COP 15), le 9 mai 2022 à Abidjan, le Président ivoirien [a annoncé](#) un nouveau plan quinquennal, dénommé "l'Initiative d'Abidjan". Ainsi, ce programme, qui a reçu des contributions à hauteur de [2,3 Mds USD](#) pour un objectif initial de 1,5 Md USD sur 5 ans, visera à : (i) lutter contre la déforestation et restaurer 20% du couvert forestier ivoirien d'ici 2030 ; (ii) l'amélioration de la productivité agricole, à travers la mécanisation et la restauration des sols ; (iii) agir sur la durabilité des chaînes de valeurs actuelles et accentuer la transformation locale ; (iv) identifier les chaînes de valeur du futur et les rendre respectueuses des sols et résilientes au changement climatique. Pour rappel, la superficie forestière du pays a été réduite de près de 80% depuis les années 1900 et 60% du territoire national est touché par la désertification et la sécheresse.

### Près de 29 M EUR de la KfW en faveur de l'accès à l'électricité

Le 10 mai 2022, le directeur de la Banque allemande de développement (KfW) et le Ministre de l'Économie et des Finances [ont signé](#) un accord de prêt de 19 Mds FCFA (29 M EUR) afin de financer la deuxième phase du Programme électricité pour tous (PEPT) du gouvernement ivoirien. Il permettra, entre autres, la réalisation d'au moins 130 000 branchements électriques de ménages vulnérables. Pour rappel, le PEPT avait déjà permis, à fin 2021, de connecter plus de 1,2 M de ménages au réseau électrique pour un coût total de 180,2 Mds FCFA (274,7 M EUR).

### 340 M USD de la BM pour 3 projets de développement

Le 6 mai 2022, la Directrice des opérations de la Banque mondiale (BM) et le Ministre de l'Économie et des Finances [ont procédé](#) à la signature de 3 accords de financement pour un montant total de 340 M USD. Dans le détail, il s'agit : (i) du Projet de cohésion sociale des régions du nord du Golfe de Guinée (COSO), à hauteur de 150 M USD, qui permettra d'améliorer la collaboration régionale des pays face aux problématiques de fragilité, conflits et violences ; (ii) du Programme d'amélioration de la gouvernance pour la délivrance des services de bases aux citoyens (PAGDS), à hauteur de 110 M USD, qui vise entre autres à renforcer la planification, la budgétisation et la passation des marchés ainsi que la mobilisation des ressources intérieures ; (iii) du Projet stratégique de préparation et de riposte à la COVID-19, à hauteur de 80 M USD, pour l'acquisition de vaccins supplémentaires et leur déploiement ainsi que la formation d'agents de santé.

## 🌐 Gambie

### 20 M USD pour le renforcement de la résilience budgétaire

Le 10 mai 2022, l'Association internationale pour le développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, [a approuvé](#) un décaissement de 20 M USD au profit du gouvernement de la Gambie. Ce financement, effectué au titre de la deuxième réforme de la gestion budgétaire, de l'énergie et des télécommunications, visera notamment à : (i) améliorer la gestion de la dette **et des investissements publics** ; (ii) **œuvrer pour** la viabilité financière dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications ; (iii) renforcer la transparence et le cadre de gouvernance des entreprises d'Etat. Il s'inscrit en soutien au Plan national de développement (PND) 2018-2022 qui souligne la stabilisation économique, la stimulation de la croissance et la transformation structurelle comme priorités essentielles.

### Nouveau cadre de partenariat avec la BM pour la période 2022-2026

Dans [un communiqué](#) publié le 10 mai 2022, la Banque mondiale (BM) a annoncé un nouveau Cadre de partenariat pays (CPP) avec la Gambie pour la période 2022-2026. Celui-ci vise à intensifier l'appui de la BM sur 3 domaines d'intervention à savoir : (i) renforcer de la transparence et de l'efficacité de la gouvernance ; (ii) favoriser une création d'emplois inclusive et résiliente tirée par le secteur privé ; (iii) améliorer les investissements dans le capital humain pour développer une **main-d'œuvre productive, notamment pour les femmes et les jeunes**. En outre, le CPP intègre deux principes transversaux qui sous-tendront l'ensemble du portefeuille : accélérer la transformation numérique intersectorielle et autonomiser les femmes et les filles.

## 🌐 Guinée

### Signature d'une convention avec le groupe Bolloré pour la construction d'une école des chemins de fer

Le 5 mai 2022, le Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et le directeur pays du groupe Bolloré [ont procédé](#) à la signature d'une convention de financement pour la construction d'un nouveau centre de formation des chemins de fer. Le financement, d'un montant de 1,9 Md GNF (environ 200 000 EUR), permettra la construction, entre autres, de 8 salles de classe, 2 ateliers pratiques et 5 bureaux administratifs. Le gouvernement guinéen s'est engagé à mettre à disposition un terrain et à en assurer la sécurité.

## 🌐 Libéria

### Suspension des droits de douane sur les équipements d'énergies renouvelables

Dans un décret signé par le Président de la République le 27 avril 2022, le gouvernement libérien [a annoncé](#) la suspension des droits de douane à l'importation sur les appareils d'équipements et de composants de systèmes d'éclairage hors réseau directement liés au développement des énergies renouvelables. Cette mesure vise entre autres à encourager les investissements privés dans les énergies renouvelables, de manière à accroître l'accès à des services énergétiques propres, abordables et de qualité. A noter que seuls les produits conformes aux normes reconnues par le Laboratoire national des normes (NSL) seront éligibles à la suspension des droits d'importation.

## 🇲🇱 Mali

### Faible taux d'exécution des dépenses d'investissement au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Le 29 avril 2022, le Ministère de l'Economie et des Finances [a publié](#) un rapport (provisoire) sur l'exécution du budget de l'Etat au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Ainsi, au 31 mars 2022, les recettes et dons ont atteint 323,4 Mds FCFA (493,1 M EUR), soit une diminution de 14,4% par rapport à mars 2021 et un taux de réalisation de 15,5% par rapport à la prévision annuelle. Ils ont été principalement portés par les recettes fiscales qui se situent à 315,9 Mds FCFA (481,6 M EUR) à fin mars 2021, soit 97,7% des recettes totales et dons. Le total général des dépenses s'élève à 396,5 Mds FCFA (604,5 M EUR) à fin mars 2022, en diminution de 8% par rapport à mars 2021 pour un taux de réalisation de 15,2% par rapport à la prévision annuelle. Les dépenses de personnel ont été liquidées à hauteur de 206,9 Mds FCFA (315,4 M EUR), soit 52,2% des dépenses totales et en augmentation de 15% en g.a. A noter que les dépenses en capital affichent un assez faible taux d'exécution, soit **9,3% par rapport aux prévisions budgétaires, et s'établissent à 69,2 Mds FCFA** (105,5 M EUR) à fin mars 2022.

## 🇲🇷 Mauritanie

### Création d'un budget spécial pour le financement des plans nationaux de réponse aux crises alimentaires

Lors du Conseil des ministres du 11 mai 2022, le gouvernement [a adopté](#) le projet de décret portant création d'un budget d'affectation spéciale pour le Financement du plan national de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles (FNRCAN). Selon les autorités, ce fonds permettra d'améliorer l'allocation des ressources de l'Etat pour faire face aux crises alimentaires.

## 🇳🇮 Niger

### 42% de la population dans l'extrême pauvreté en 2021

La Banque mondiale (BM) [a publié](#), le 11 mai 2022, son rapport économique annuel sur le Niger intitulé : " Reprise de la croissance des revenus et du développement humain". Après +3,6% en 2020, le taux de croissance économique du Niger a ralenti à +1,4% en 2021, en lien avec une faible production agricole due aux conditions pluviométriques et sécuritaires. Dans un contexte de forte croissance démographique, cela correspond : (i) à une contraction du PIB par habitant de 2,3% ; (ii) à une augmentation de 1,4 point de pourcentage du taux international **d'extrême pauvreté, qui atteint 41,8% en 2021**, soit une augmentation d'environ 700 000 personnes. Pour autant, la BM prévoit une reprise de la croissance en 2022, qui devrait s'établir à **5,2%, sous réserve de l'amélioration des conditions sécuritaires** et du retour à une saison agricole moyenne. Toutefois, ce niveau de croissance ne devrait pas être suffisant pour empêcher une **augmentation de l'extrême pauvreté**, estimée à 200 000 individus en 2022.

### Permis de recherche d'or accordé à la société GALGAMI

Lors du Conseil des Ministres du 5 mai 2022, le gouvernement [a approuvé](#) l'octroi d'un permis de recherche pour or et métaux connexes dans la commune de Tabelot (département de Tchirozérine, dans la région d'Agadez) à la **société GALGAMI SARLU**. La société s'est engagée à créer 20 emplois et à investir 2 M USD pour la réalisation de ses activités dont 10 K USD pour le développement local des communes dans lesquelles elle conduira ses activités et le même montant pour le renforcement des capacités des agents de l'administration des mines et de la géologie.

## 🇸🇳 Sénégal

### Adoption du projet de LFR 2022 en conseil des ministres

Le 11 mai 2022, le Conseil des ministres [a adopté](#) le projet de Loi de Finances rectificative (LFR) pour l'année 2022, arrêté à la somme de 5 556,7 Mds FCFA (8,5 Mds EUR), en hausse par rapport à la LFI de 6,9%. Cette hausse s'explique par la prise en compte dans la LFR des mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages, dans un contexte marqué par une accélération de l'inflation, en lien avec le conflit en Ukraine. La LFR intègre ainsi (i) les transferts monétaires à près de [542 000 ménages](#) inscrits au registre national unique (RNU) pour un montant de 43,4 Mds FCFA (66,2 M EUR) avec le soutien de la Banque mondiale (ii) les subventions à l'énergie et aux prix des produits alimentaires, mais également (iii) les besoins prioritaires en matière de dépenses de souveraineté et la revalorisation des salaires des agents de l'administration.

### Adoption de la loi sur le contenu local dans le secteur minier

En séance plénière le 6 mai 2022, les députés [ont voté à l'unanimité](#) la loi sur le contenu local dans le secteur minier, qui constitue le prolongement de celle adoptée en 2019 dans le secteur des hydrocarbures. Celle-ci vient compléter le dispositif réglementaire dans le secteur, un nouveau code minier ayant été adopté en 2016 (loi n°2016-32 du 8 novembre 2016) et prévoyant déjà la mise en place de dispositions favorisant le contenu local. L'objectif visé par les autorités, à travers cette loi, serait de responsabiliser le secteur privé national dans l'exploitation des ressources minières et d'optimiser leur participation notamment dans le domaine des achats, de la formation ou encore des transports.

### Le secteur des assurances aurait réalisé 343 M EUR de chiffres d'affaires en 2021

A l'occasion d'un point presse organisé en prélude à la 46<sup>ème</sup> assemblée générale de la Fédération des sociétés d'assurance de droit national africaines (FANAF), qui se tiendra à Dakar du 23 au 25 mai 2022, le Président de l'Association des assureurs du Sénégal (AAS) [a déclaré](#) que le secteur avait réalisé, selon les données provisoires, un chiffre d'affaires de 225 Mds FCFA (343 M EUR) en 2021. Cette prévision représente une hausse de 8,7% par rapport à 2020 et de 15,4% par rapport à 2019. Au titre de l'année 2020, selon le président de l'AAS, le secteur des assurances aurait injecté près de 400 Mds FCFA (609,8 M EUR) dans l'économie, malgré la pandémie, pour un volume de paiements des sinistres évalué à 60 Mds FCFA (91,5 M EUR).

## 🇸🇳 Sierra Leone

### Easy Solar obtient une facilité de crédit de 5 M USD pour développer son activité

Easy Solar, entreprise basée à Freetown, [a obtenu](#) une ligne de crédit de 5 M USD de la part du Fonds d'accès à l'énergie hors réseau de la Facilité pour l'inclusion énergétique (FEI Ogef). Ce financement, opéré en monnaie locale pour mieux gérer le risque de change, devrait permettre à la société de proposer une gamme plus large de produits solaires et d'étendre son réseau de distribution sur le territoire national. Pour rappel, selon la Banque mondiale, 26,2% de la population disposait d'un accès à l'électricité sur le territoire en 2020.

## Togo

### Révision à la hausse des prix du carburant et du pétrole lampant

Le 9 mai 2022, le gouvernement [togolais a annoncé](#) effectuer un second ajustement à la hausse des prix à la pompe, après celui effectué le 29 mars 2022, en raison de l'évolution des cours du pétrole au niveau mondial. Ainsi : (i) le litre du super sans plomb est désormais fixé à 625 FCFA (0,95 EUR), soit une augmentation de 5% ; (ii) le litre de gasoil fixé à 660 FCFA (1 EUR), en hausse de 9,1% ; (iii) le litre de pétrole lampant à 580 FCFA (0,88 EUR), soit une hausse de 5,4%. Le gouvernement a déclaré **qu'avec les nouveaux prix, le montant total des subventions accordées sur les prix du carburant s'élève désormais à 12 Mds FCFA (18,3 M EUR) par mois.**

### 27 M EUR de subventions sur les engrais pour la campagne agricole 2022-2023

Le 9 mai 2022, la Centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles (CAGIA) [a annoncé](#) que le montant de la subvention sur les engrais pour la campagne agricole 2022-2023 coûtera près de 17,7 Mds FCFA (27 M EUR) au gouvernement pour 76 000 tonnes de fertilisants. Par ailleurs, cette année, le montant de la subvention prise en charge par l'Etat sera de 13 000 FCFA (19,8 EUR) par sac de 50 kg d'engrais. Ainsi, après subvention, il sera livré aux agriculteurs à un prix de 18 000 FCFA (27,4 EUR) au cours de cette campagne, soit une progression de 44% par rapport à la campagne précédente. Cette hausse des prix est justifiée, selon le gouvernement, par la croissance exponentielle du coût des intrants sur le marché international, en lien avec la pandémie à COVID-19 et le conflit en Ukraine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)